

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0294

LE 3 AOUT 1987

NO 163

PRIX: 3 FF

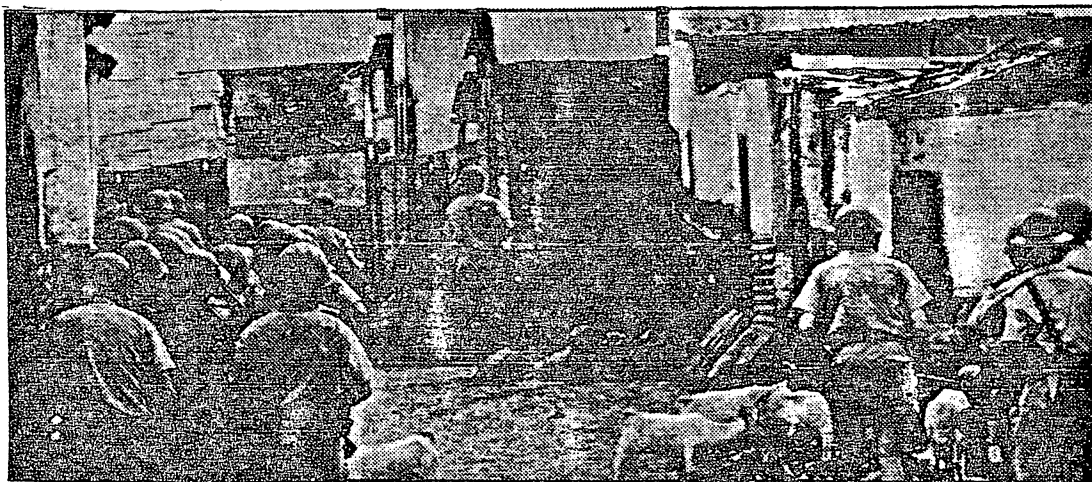


HAITI LES PAUVRES EN COLERE

SOMMAIRE

AU

VERSO



SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 4

- Côte d'Ivoire: Témoignage sur le petit métier et la vie dure.

Pages 5 et 6

- Tchad: Habré se retourne contre ses alliés d'hier.

Page 7

- Goukouni dit oui à la soupe gouvernementale mais ...

Page 8

- Sénégal: Le bla bla sur les Droits de l'Homme.

Pages 9 et 10

- Dakar: L'ANC et les libéraux à la recherche d'une "alternative démocratique"

Page 11

- Guadeloupe: la police coloniale arrête quatre indépendantistes

Pages 12 et 13

-Golfe Persique: l'impérialisme montre ses dents.

- Abonnement et adresse (voir en page 13 les nouvelles dispositions.

é d i t o r i a l

HAITI : LES PAUVRES EN COLERE

Depuis plusieurs semaines, des milliers de personnes, des travailleurs, des exploités, des chômeurs des quartiers pauvres et des bidonvilles continuent de manifester leur hostilité contre le CNG (Conseil National du Gouvernement) dont ils réclament la démission pure et simple.

En effet, au sein du CNG dirigé par le général Namphy, se trouvent actuellement des dirigeants qui, sous le régime de Duvalier, ont trempé dans les répressions contre les populations. L'état-major est composé d'officiers supérieurs qui ont organisé ces répressions commandées par l'ancien régime. Et les populations qui manifestent dans les rues de Port-au-Prince n'ont pas oublié cela.

Mais surtout, depuis le 7 février 86, date de la chute de Duvalier, la situation des masses n'a fait qu'empirer. Rien n'a changé pour les exploités et l'armée réprime férocement la moindre contestation. Sans compter les innombrables actes de sauvagerie au cours de l'année écoulée, la répression de l'armée et des bandes de mercenaires au service des possédants, a fait plus de cent cinquante morts et des centaines de blessés (y compris le massacre des paysans à Jean Rabel, au Nord-Ouest du pays).

Tout a commencé par un appel de la CATH (Centrale Autonome des Travailleurs Haïtiens) à une grève générale de deux jours, les 22 et 23 juin. Parmi les revendications, il y avait, entre autres, le doublement des salaires des ouvriers (de 3 à 6 dollars par jour) et l'augmentation de la solde des petits soldats. Le régime aux bottes de l'impérialisme américain intervient brutalement: interdiction de la CATH et emprisonnement des dirigeants de ce syndicat.

Mais la grève a connu un succès. La quasi-totalité des organisations dites démocratiques qui étaient hostiles à la grève, qui l'avaient condamnée et étaient allées jusqu'à traiter les initiateurs de "provocateurs", ces organisations "démocratiques" dont certaines avaient même appelé les gens à aller au travail, à ne pas suivre la grève, ont retourné leur veste devant son succès. Pour ne pas se couper des masses, elles ont formé un Comité de Coordination de la Grève Générale et appelé à une nouvelle grève générale les 29 et 30 juin.

Cette nouvelle grève générale, appelée par le CCGG qui regroupe 57 organisations hostiles au CNG, fut un succès total. Tout le pays fut paralysé. Aucun transport, aucun commerce, aucune usine n'a fonctionné. Le long des rues, des groupes de jeunes surveillaient l'application de la grève et dressaient des barricades de pneus enflammés.

... / ...

L'armée tire sur les grévistes en faisant des morts et des blessés. Pour terroriser les populations, elle débarque dans un bidonville et ouvre le feu sur les habitants, tirant sur tout ce qui bouge, même sur les enfants de bas âge. Les grévistes qui jusqu'à présent évitent l'affrontement avec l'armée (la violence vient d'elle), n'hésitent pas à s'attaquer à coups de pierre aux voitures des riches qui circulent pendant la grève. Ils ne tolèrent pas que ces messieurs violent leur grève (le transport étant paralysé, tout le monde circule à pied). Les jeunes dressent des barrages de carcasses de voitures, de vieux pneus auxquels ils mettent le feu. Les populations pauvres sont combatives et courageuses.

Mais les dirigeants bourgeois réunis au sein du "Comité de Coordination", soucieux avant tout de leur carrière politique, utilisent à leur profit le mécontentement des pauvres; ils utilisent à leur profit la force et le courage de ces pauvres qui se font tuer. Car si les dirigeants du "Comité de Coordination" se placent à la tête des luttes, ce n'est pas pour mettre fin à la misère contre laquelle les pauvres manifestent, mais juste pour le départ du CNG et des dirigeants qu'ils sont prêts à remplacer, ou tout simplement pour trouver un compromis avec ces derniers. Aujourd'hui, ils prétendent être les chefs des classes pauvres en lutte; demain, au pouvoir, ils se retourneront contre celles-ci.

Il ne peut en être autrement, à moins qu'au cours des affrontements contre le CNG qui risquent de durer (car la misère demeure; le CNG refuse de démissionner pour le moment) les pauvres se donnent leur propre organisation et dirigent eux-mêmes leur lutte au lieu de la laisser aux mains d'un Comité de Coordination qui s'est auto-proclamé sans consulter personne et dont personne ne sait qui il représente au juste, et qui décide des luttes des pauvres depuis le salon de l'hôtel de luxe d'où il donne ses ordres.

Il existe dans les quartiers pauvres, dans les bidonvilles, des centaines de combattants. Il serait nécessaire que ceux-ci s'organisent dans les quartiers, réunissent la population quartier par quartier, usine par usine, pour que celle-ci choisisse elle-même, démocratiquement, ses objectifs, sa méthode de lutte, ses dirigeants. De là pourrait surgir une Coordination des quartiers pauvres en lutte, véritablement représentative des milliers de jeunes, d'exploités, qui sont à la pointe du combat dans les manifestations ou sur les barricades. Il est indispensable que les masses pauvres mettent sur leur drapeau, à côté de "A bas le CNG, à bas la dictature", leurs revendications profondes, les raisons profondes de leur hostilité au gouvernement: "A bas la misère! A bas le chômage, à bas les bidonvilles, à bas l'exploitation."

Car ce n'est pas la seule dictature (de Duvalier ou de ses remplaçants) qui est en cause. C'est le capitalisme qui permet à une poignée de profiteurs de vivre dans un luxe arrogant quand tout autour, c'est la misère, la détresse pour les pauvres.

Haïti est à des milliers de km de l'Afrique, mais la misère et la dictature qui règnent là-bas ressemblent à celles que nous connaissons chez nous. En Haïti, dans les villes, la misère est présente parmi les ouvriers payés à 3 dollars par jour, parmi les chômeurs et autres couches pauvres de la population; dans les campagnes, les petits paysans sont féroceement dépouillés de leurs biens, de leurs terres ou exploités par toute une mafia de propriétaires terriens, de spéculateurs, de marchands qui ont derrière eux la force de l'armée, quand ce n'est pas des bandes armées à leur solde, ou d'ex-tontons macoutes.

Et ce n'est pas le seul remplacement du CNG par une autre institution politique (mise en place d'une autre dictature ou par voie "démocratique") qui changera le sort des pauvres de Haïti. Pour un réel changement, il est nécessaire que, dès maintenant, les travailleurs, les petits paysans, les pauvres prennent eux-mêmes leur sort en main en s'organisant indépendamment de l'opposition bourgeoise.

COTE D'IVOIRE: TEMOIGNAGE SUR LE PETIT METIER ET LA VIE DURE

R. est un jeune paysan guinéen immigré en Côte d'Ivoire; il est parti de la Guinée parce qu'étant d'une famille nombreuse, la terre ne suffisait pas à tout le monde. Il n'avait donc pas d'avenir dans son village. Il est venu à Abidjan apprendre un métier: la mécanique auto.

Pour apprendre ce métier, il fallait trouver un garage qui voudrait bien le prendre comme apprenti. Rien que pour cela, il fallait payer 45.000 FCFA (les tarifs vont jusqu'à 150.000 F).

Pour payer cette somme, il est reparti en brousse, en Côte d'Ivoire même, se faire embaucher comme manoeuvre agricole: salaire, 13.500 FCFA par mois pour un travail qui commence au lever du soleil jusqu'au coucher. Pour économiser, ils se sont mis à 9 (ouvriers agricoles) pour louer un "entrer-coucher" (une petite chambre juste pour dormir) à raison de 500 FCFA par personne et par mois.

Il a travaillé dans ces conditions pendant 7 mois et 15 jours. Il a pu réunir les 45.000 FCFA. Il les a remis à un garagiste avec lequel il avait négocié sa place d'apprenti. Il n'était ni logé, ni nourri par le garagiste. Ce dernier ne lui versait aucun salaire. Il tire son revenu de ce que R. appelle le "bricolage": les arrangements avec les clients pour faire un travail "à côté" (le dimanche par exemple).

Quand le mois a été bon, avoue R., il se fait par exemple 15.000 FCFA par ces divers moyens, parce qu'il se débrouille bien en mécanique. Pour cela, il travaille du lundi au samedi et parfois même le dimanche, s'il y a surcroît de travail. R. plaint les débutants apprentis qui ne peuvent pas faire du "bricolage" parce qu'ils ne connaissent pas le métier.

Depuis 3 ans, il s'assure un petit revenu, ce qui lui a permis de louer un "entrer-coucher" à 8.000 FCFA dans lequel ils dorment, ses deux petits frères et lui-même. Ses deux petits frères viennent d'arriver à Abidjan; l'un est apprenti-tailleur, l'autre apprenti dans la "Réparation-Radio". Tous les deux, moins qualifiés, ne peuvent pas encore faire du "bricolage".

Voilà neuf ans que R. est apprenti dans le même garage. Pendant 6 ans, il n'avait pas de salaire; il ne pouvait louer un "entrer-coucher". Alors il dormait d'abord au garage même, ensuite dans différents ateliers de confection ou de réparation de frigo appartenant à des Guinéens.

Pour montrer un aspect des rapports entre son patron et lui, voici ce que rapporte R. :un jour, en essayant une voiture qu'il vient de réparer, il a causé un accident; la voiture est endommagée; le client a porté plainte. Le patron n'a même pas levé son petit doigt. Résultat: 60.000 FCFA de dommages à payer. Il risquait 6 mois de prison. Heureusement que son beau-frère, soudeur dans un grand garage japonais (il gagnait 35.000 FCFA) est venu à son secours. Il a tout payé. Il a même donné aux flics 25.000 FCFA, selon lui, pour le faire sortir de prison.

R. a repris sa place dans le même garage; il n'avait pas le choix; car ailleurs il perdrait les avantages dûs à sa qualification, sa responsabilité (il dirigeait le garage) et son ancienneté. Il pouvait faire du "bricolage". R. a un projet: faire des économies, acheter des outils et se mettre un jour à son propre compte.

Voilà un exemple parmi tant d'autres qui montre comment les petites gens sont volées par des patrons qui profitent de leur misère pour se remplir les poches en toute impunité. D'ailleurs ceux qui sont chargés de faire la loi ne sont-ils pas les premiers à piller les caisses de l'Etat?

TCHAD : HABRE SE RETOURNE CONTRE SES ALLIES D'HIER

Selon RFI (Radio France Internationale), un certain Saleh Gaba, journaliste tchadien et des hommes politiques appartenant à l'ethnie "hadjarai", ont été récemment arrêtés et emprisonnés par le pouvoir de N'Djaména. Il semble même que certains d'entre eux aient été sommairement exécutés.

Cette information traduit l'une des conséquences du bras de fer qui se déroule en ce moment entre Hissène Habré et une composante de son pouvoir constituée par des intellectuels et hommes politiques hadjarai, qui se sont alliés au dictateur de N'Djaména grâce aux efforts d'Idriss Miskine, son ancien ministre des Affaires étrangères.

En effet, après la débâcle de ses troupes en 1980 face aux forces coalisées du GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition) et de la Libye, Hissène Habré s'est retrouvé avec une armée décimée dans laquelle ses fidèles traditionnels, originaires de son ethnie gorane, étaient minoritaires. Le gros de ses troupes était constitué par des éléments provenant d'autres ethnies parmi lesquelles les Hadjarai, population du centre et centre-est du Tchad.

A la tête des Hadjarai qui formaient l'ossature de l'armée d'Hissène Habré, se trouvait Idriss Miskine qui s'était allié à l'actuel dictateur du Tchad depuis 1979, à l'époque où celui-ci se présentait comme "l'oeil" et le défenseur des populations musulmanes de N'Djaména et du Nord du Tchad en général contre le pouvoir du général Malloum. Et c'est grâce aux efforts de l'impérialisme français et américain bien sûr, mais aussi, sur le plan local, à ceux des Hadjarai qu'Hissène Habré est revenu au pouvoir en 1982.

Il fit d'Idriss Miskine son ministre des Affaires étrangères et celui-ci apparaissait même comme la seconde personnalité du pays. Par affinité tribale ou tout simplement par opportunisme, beaucoup d'intellectuels et cadres hadjarai se rallièrent au pouvoir d'Hissène Habré grâce à son ministre des Affaires étrangères. Avec Idriss Miskine comme chef de file, ils ont occupé de très hautes responsabilités politiques et militaires: certains sont devenus ministres, d'autres des directeurs ou cadres dans l'armée, et cela jusqu'à la mort de Miskine en 1985 dans des circonstances mystérieuses.

Mais après la mort de Miskine, des contradictions allaient surgir entre Habré et la composante hadjarai de son pouvoir. Certains intellectuels hadjarai ont même accusé Habré d'être le commanditaire de la mort de leur leader. Mais leurs mécontentements provenaient surtout du peu de place et du rôle dérisoire que leur assignait le dictateur tchadien enclin à favoriser les éléments de sa propre ethnie gorane. Ces contradictions se sont même manifestées de façon violente: plusieurs fois, il y a eu, à N'Djaména ou dans d'autres régions du pays comme Adré, des affrontements armés entre les éléments hadjarai et gorane de l'armée de Habré.

Cependant, c'est ces derniers temps que le bras de fer entre les Goranes regroupés autour d'Hissène Habré et les Hadjarai a atteint son point culminant à la suite d'un événement étranger aux luttes au sein du pouvoir. Traditionnellement, dans l'ethnie gorane, quand on est responsable de la mort d'une personne donnée, on est obligé de payer 40 chameaux à la famille de celle-ci en guise de dédommagement.

Aussi, quand il est revenu au pouvoir, Habré a-t-il décidé de hisser cette pratique traditionnelle de son ethnie au niveau de la juridiction du pays et d'en faire une loi: toute personne, responsable de la mort d'un Gorane ou d'un autre Tchadien, doit payer 4 millions de francs CFA, somme équivalente à 40 chameaux. Mais dans la pratique, on a généralement constaté que la mesure n'était valable que quand la victime était une personne appartenant à l'ethnie gorane d'Hissène Habré.

Il n'y a pas longtemps, une jeune fille hadjarai a été tuée par un Gorane. Les parents de la fille s'attendaient à être dédomagés comme le veut la loi imposée par Habré et tirée des moeurs de son ethnie. Mais, le meurtrier en question n'ayant pas les 4 millions nécessaires, c'est Hissène Habré lui-même qui a décidé de les payer à sa place, et ce, en puisant dans les caisses de l'Etat. Ce qui a provoqué la colère de la communauté hadjarai qui y voyait la confirmation du favoritisme dont Habré fait preuve vis-à-vis des membres de son ethnie.

Se sentant une fois de plus lésés, voire méprisés par leur chef, des ministres, des cadres, des commerçants et des notables hadjarai sont allés, au nom de leur communauté, protester auprès du dictateur de N'Djaména, lui reprochant son attitude partisane et lui rappelant le rôle important qu'ils avaient joué pour l'aider à prendre le pouvoir.

A cette protestation, Habré a répondu de façon classique, la seule qu'il connaisse, par la force brutale : il a renvoyé de son gouvernement tous les ministres et les directeurs hadjarai, en a fait arrêter d'autres ainsi que des intellectuels de la même ethnie, comme le journaliste Saleh Gaba.

Certains responsables politiques et intellectuels hadjarai qui ont réussi à s'enfuir, ont regagné le Guéra, leur région, où ils tentent d'entretenir une rébellion contre le pouvoir de N'Djaména. Ils ont créé une organisation dénommée MOSANAT (Mouvement pour le Salut National) ouvertes à toutes les ethnies du Tchad " à l'exclusion des Goranes."

Dans un texte qui circule dans l'immigration tchadienne en France, ils dénoncent la dictature, le manque des libertés, le culte de la personnalité d'Habré, le népotisme, le favoritisme dont bénéficie son ethnie. Ils dénoncent aussi les conditions misérables et difficiles dans lesquelles vivent les populations du Tchad à cause des différentes taxes qu'elles sont obligées de payer sous forme de contribution " à l'effort de guerre ", à la " reconstruction nationale", des cotisations pour l'UNIR, parti unique, ou pour "la région sinistrée du BET (région dont est originaire Habré).

L'épreuve de force qui vient de s'engager entre Habré et certains de ses anciens lieutenants hadjarai n'est donc rien d'autre qu'une lutte d'intérêts au sein de la dictature de N'Djaména, une lutte qui oppose les gens d'une même espèce. Car même si les critiques qu'ils formulent contre leur ancien "boss" sont justes, elles ne sont pas suffisantes pour faire oublier que les dirigeants actuels du MOSANAT ont pris une grande part de responsabilité dans le processus qui a conduit à la dictature actuelle d'Habré.

Cette dictature, même si elle les frappe aujourd'hui, ils l'ont construite avec Habré, en tout cas ils ont aidé ce dernier à la construire et, quand ils étaient avec lui au pouvoir, ils en ont largement bénéficié. Comme tous les responsables politiques, toutes ethnies confondues, ils se sont enrichis, ont construit des villas et vécu dans un luxe insolent grâce à l'exploitation des populations pauvres et aux détournements de fonds publics. Ils ont, eux aussi, eu leur part des différentes taxes et cotisations qu'il leur imposait au pays.

Par ailleurs, politiquement, ce qu'ils proposent aujourd'hui contre le dictateur Habré n'est rien d'autre qu'un mouvement avec une politique non moins tribaliste que celle du régime qu'ils prétendent combattre.

TCHAD : GOUKOUNI DIT OUI POUR LA SOUPE GOUVERNEMENTALE, MAIS ...

Goukouni, président du GUNT "originel" (Gouvernement d'Union Nationale de Transition) n'est pas content de la tournure des négociations, pour son retour au Tchad, qu'il a entamées en Algérie avec les représentants du régime de Habré. Il menace même de reprendre la lutte armée : "Hissène nous oblige à nous regrouper et à nous organiser" déclare-t-il le 27 juillet lors de son passage à Paris, après avoir rejeté sur N'Djaména la responsabilité de l'échec des négociations. Pour lui il ne s'agit pas de rallier le gouvernement en place mais de se réconcilier pour la "reconstruction nationale."

Le désaccord de Goukouni avec Habré porte sur trois points: la date du 7 juin, jour de la prise du pouvoir à N'Djaména par Habré et ses partisans, un préambule de l'Acte Fondamental, sorte de constitution du Tchad et l'UNIR (Union Nationale pour l'Indépendance et la Révolution), parti unique créé par Habré.

Le 7 juin qui est célébré au Tchad tous les ans comme une fête nationale, symbole de l'entrée victorieuse à N'Djaména des Forces Armées du Nord dirigées par Habré et par conséquent consacre la défaite du GUNT et la fuite de Goukouni pour l'étranger. Celui-ci, évidemment, propose le 11 Août, jour de l'indépendance du Tchad pour la fête nationale.

Selon un préambule de l'Acte Fondamental, c'est le président du Tchad qui nomme les membres du Conseil National Consultatif, sorte d'Assemblée . Goukouni propose que ces membres soient élus.

Enfin pour Goukouni, il ne voudrait pas que ses partisans et lui intègrent l'UNIR. Tout en étant lui aussi pour un parti unique, il parle d'un "vaste mouvement au sein duquel tout le monde pourrait s'exprimer."

Goukouni veut bien suivre le même chemin que d'autres "opposants" comme Kamougué ou Djogo qui ont déjà rejoint le régime de N'Djaména. Comme eux, il veut bien aller à la soupe gouvernementale mais il cherche à se vendre un peu plus cher. Pour le moment, c'est Habré qui se trouve en position de force et qui impose ses conditions aux autres. Kamougué s'est rallié "sans conditions" à N'Djaména. Djogo, avant lui, avait signé pour la forme, un texte d'accord, tout au profit du dictateur Habré.

Goukouni finira-t-il par les suivre sur ce terrain ? On n'en sait rien. On sait, avec les points d'achoppement des négociations qui ont eu lieu dans les salons climatisés d'Alger, qu'en aucun moment on a parlé du sort du "peuple", mot tant galvaudé par nos "opposants."

Ce qui compte pour Goukouni, c'est avant tout ses intérêts personnels et dans un second temps, ceux des rares dirigeants de son mouvement qui lui sont demeurés fidèles. Il négocie des places pour lui et pour eux.

En même temps, le GUNT n'existant plus que de nom, il cherche une sortie honorable: rentrer au pays la tête haute. Pour messieurs les "opposants", le sort de la population tchadienne est le cadet de leur souci. Ils sont prêts à profiter de la moindre occasion pour exploiter cette population comme le font les dirigeants de N'Djaména.

SENEGAL : LE BLA-BLA SUR LES DROITS DE L'HOMME

Récemment s'est tenue une conférence sur les Droits de l'Homme à Dakar. Elle était dirigée par le Président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme en présence des membres de la Ligue Sénégalaise des Droits de l'Homme.

Le Président de la Ligue a déclaré: "l'Afrique est enfin en train d'aborder de façon concrète la problématique des Droits de l'Homme". Plus loin, il ajoute: "le système du parti unique ne favorise pas les Droits de l'Homme mais l'idée des Droits de l'Homme fait son chemin en Afrique".

Des deux choses l'une, ou le président de la Ligue et ses homologues sénégalais avaient beaucoup de temps à perdre ou ils avaient envie de palabrer pour ne rien dire. Car oser dire que l'idée des Droits de l'Homme fait son chemin en Afrique, quand on sait que dans ce continent toute opposition véritable est baillonnée et que les travailleurs et les paysans pauvres n'ont même pas le droit à la parole, de qui ces démocrates de salon veulent-ils se moquer?

Et d'ailleurs les Droits de l'Homme ne peuvent être vraiment respectés dans ce monde injuste, dans lequel l'homme est respecté ou non selon qu'il est riche ou pauvre. Ainsi, un employé chez Rothschild n'a pas les mêmes droits que Rothschild lui-même. Dans la société actuelle, il n'y a qu'une poignée de milliardaires qui ont tous les droits et ils les font respecter par des lois rédigées par leurs petits commis qui sont au pouvoir. Cela est valable dans tous les pays.

Nos petits conférenciers de Dakar ne sont qu'un produit de ce système qui leur permet de faire du bla-bla sur des choses qui n'existent que pour une poignée de riches au détriment de la majorité des populations de la planète.

Les Droits de l'Homme ne pourraient être appliqués réellement que si les ouvriers et les pauvres du monde entier se mettaient ensemble pour faire respecter leurs Droits en tant qu'hommes en balayant la poignée de milliardaires et leurs commis qui vivent sur leur dos et qui leur ôtent tous les droits.

SENEGAL : COMMENT FAIRE LA COUR AU MARABOUT POUR TROMPER LES PETITES GENS?

L'Etat sénégalais vient de déboursé une somme de 48 millions de francs CFA pour la réfection de la mosquée Thierigne, à Saint-Louis. Cette "largesse" de Diouf n'est pas gratuite. A l'approche des élections législatives et présidentielles qui vont bientôt avoir lieu, en février 88, un tel geste allant droit au coeur du grand marabout du coin peut être fort utile.

Abdou Diouf ne s'y est pas trompé puisque l'imam El Hadj Oumar Diallo qui jusqu'à présent "était fort discret n'a pas pu contenir son émotion", selon le quotidien "Le Soleil".

Il a déclaré que l'action de Diouf "répond bien aux recommandations d'Allah et du prophète Mohamed. Nous ne pouvons donc que prier pour qu'Allah garde Abdou Diouf à la tête du pays". Voilà qui va droit au coeur de Diouf.

COLLOQUE DE DAKAR

L'ANC ET LES LIBERAUX A LA RECHERCHE D'UNE "ALTERNATIVE DEMOCRATIQUE".

Du 9 au 3 juillet dernier s'est tenue à Dakar une rencontre entre les membres de l'ANC et une cinquantaine de Blancs sud-africains, parmi lesquels des parlementaires, des hommes d'affaires, des artistes, des hommes d'église et des intellectuels opposants à l'apartheid. L'initiative de ce colloque est venue de l'Institut pour une Alternative Démocratique en Afrique du Sud (IDASA), créé en 1986 par M. Van Zyl Slabert, ex-leader du PFP (Parti Fédéral Progressiste) après sa démission du parlement sud-africain.

Madame Mitterrand, en tant que présidente du "Comité France Liberté" était l'hôte officiel du colloque, tandis qu'Abdou Diouf a prononcé le discours d'ouverture.

Le journal "Le Soleil" ne trouvait plus d'adjectifs les plus élogieux pour qualifier ce "colloque historique pour la lutte contre apartheid". Même Ronald Reagan, qui est un farouche combattant de l'apartheid, a envoyé une lettre à Diouf pour le féliciter de cette "initiative courageuse"! C'est dire combien cette rencontre de Dakar va "bouleverser" le régime sud-africain.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'un colloque de ce genre a lieu puisque Lusaka et Londres en ont déjà abrité d'autres sans que rien de concret n'en soit sorti. Mais le simple fait que des Blancs et des Noirs sud-africains s'assoient autour d'une même table pour parler du régime raciste soit qualifié "d'événement" et d'"acte courageux", ce simple fait illustre le fossé que le régime ségrégationniste a creusé entre les communautés sud-africaines. D'ailleurs, un des participants à ce colloque l'a déjà payé de sa vie puisqu'il a été abattu à son retour en Afrique du Sud, tandis que d'autres ont reçu plusieurs menaces de mort.

Et pourtant, une telle réunion somme toute banale n'aurait pas pu avoir lieu, même à des milliers de kilomètres d'Afrique du Sud, si la population noire de ce pays n'avait pas engagé une lutte violente contre ce système. Eh oui, c'est la lutte et le courage de ces millions de travailleurs et des pauvres qui font qu'un certain nombre de gens, y compris parmi les capitalistes blancs les plus riches du pays, parlent de vouloir trouver une "alternative démocratique" à l'apartheid.

Quant au "courage" des gens comme Diouf dans leur prétendu "engagement contre l'apartheid", on sait à quoi s'en tenir. N'est-ce pas ce même Diouf qui, alors qu'il était président de l'OUA en 1986 et qu'il avait fait de la lutte contre l'apartheid son cheval de bataille, a envoyé sa police pour réprimer une marche de protestation organisée à Dakar contre l'apartheid?

Oui, le courage des gens comme Diouf tout comme celui de ces privilégiés noirs ou blancs en Afrique du Sud n'est que l'ombre et l'usurpation du vrai courage et de la révolte des millions de travailleurs et des petites gens qui, bravant la mort, la torture et l'emprisonnement, continuent de lutter dans l'anonymat total.

Dans la bouche de ces privilégiés venus discuter dans les salons douillets des hôtels de luxe du Plateau de Dakar, faisant le pèlerinage à l'île de Goré, l'abolition de l'apartheid ne signifie pas la même chose que dans celle des travailleurs et des pauvres. Les mots peuvent être identiques, mais les réalités derrière ces mots sont différentes.

La bourgeoisie noire sud-africaine ainsi que toute la petite bourgeoisie composée d'avocats, de médecins, de journalistes, d'architectes, c'est-à-dire la partie privilégiée de la population noire voudrait un régime semblable à ceux qui existent déjà dans les autres pays africains. C'est-à-dire un régime qui lui accorde les droits que l'apartheid lui refuse.

Et l'objectif de l'ANC, même quand il parle de lutte armée, n'est rien d'autre que d'exprimer en terme politique l'aspiration de la bourgeoisie noire. Le régime que l'ANC veut instaurer en Afrique du Sud fonctionnera tout comme les autres régimes africains, c'est-à-dire par la répression. Ce ne sera plus au nom de la théorie barbare de l'apartheid, mais au nom d'une autre qui pourrait s'appeler "intérêt national" voire au nom de la lutte contre "l'impérialisme" ou au nom du "socialisme". Mais de toute façon, ce sera le même mépris, la même arrogance des riches et de leurs représentants à l'égard des pauvres.

Eh bien, si le prolétariat sud-africain ne veut pas avoir affaire demain à des Mobutu, des Houphouët ou à des Mengistu à la tête de l'Etat, c'est dès aujourd'hui qu'il doit préparer l'après-apartheid.

Les dirigeants nationalistes de l'ANC, pour tromper le prolétariat, lui font croire que les intérêts immédiats de tous les Noirs sont les mêmes, à savoir l'abolition du régime raciste, et par conséquent tout le monde doit se trouver uni derrière leur organisation et derrière leur politique. Ce langage, d'autres organisations nationalistes l'ont déjà utilisé ailleurs.

Mais partout, là où le prolétariat ne s'est pas donné les moyens de mener sa propre politique de classe derrière son organisation autonome, ce sont les adversaires des travailleurs qui ont remporté la victoire pour exercer une dictature féroce contre l'ensemble de la population laborieuse.

Si le prolétariat sud-africain qui a aujourd'hui d'immenses possibilités -de part son importance numérique et les luttes qu'il mène sur le terrain économique- ne se donne pas les moyens d'avoir sa propre politique, il aura à le payer chèrement demain.

Par contre, en n'acceptant pas le piège du nationalisme, il ouvrirait d'immenses perspectives non seulement pour l'écrasante majorité de la population sud-africaine, mais aussi pour l'ensemble du prolétariat africain et peut-être même au-delà de l'Afrique.

EN COTE D'IVOIRE TOUT APPARTIENT AU "VIEUX"

L'école d'orientation de Treicheville n'a plus de cour de récréation, parce que Houphouët est en train d'y construire un grand immeuble pour le louer à des privés. A une personne qui a trouvé révoltant que Houphouët utilise un lieu public comme son domaine personnel, on a répondu: "Mais vous ne savez rien. Ici tout lui appartient. Regardez la "Pyramide" (immeuble ultra-moderne situé au plateau), il l'a donnée à son fils aîné. Et il y a plein de choses comme ça qui sont cachées, mais tout le monde de là.

En Côte d'Ivoire, les caisses de l'Etat sont vides mais celles d'Houphouët, par contre, sont pleines.

GUADELOUPE: LA POLICE COLONIALE ARRETE QUATRE INDEPENDANTISTES

Le 29 juillet dernier, Luc Reinette, fondateur du mouvement nationaliste antillais "Alliance révolutionnaire caraïbe" (ARC) et trois autres dirigeants du même mouvement ont été arrêtés et incarcérés à Paris, après avoir vécu deux ans dans la clandestinité dans leur pays d'origine.

Ces militants qui luttent pour l'indépendance de leur pays ont en effet été arrêtés en 1984, à la suite des attentats qui avaient eu lieu en 1983 en Guadeloupe et dont certains étaient attribués à l'ARC. En 1985, ils ont réussi à s'évader et ont pu échapper à la police française pendant deux ans, manifestement grâce à la complicité d'une partie de la population.

Cependant, comme la Guadeloupe et la Martinique sont de petites îles, la police coloniale a fini par découvrir le lieu de refuge de Luc Reinette. Celui-ci et ses compagnons ont réussi néanmoins à se poser par avion sur une île indépendante, Saint-Vincent. Mais les dirigeants de cette île sont des valets de l'impérialisme et ils n'ont pas hésité à les livrer à la police française.

Et la presse bourgeoise française, exprimant la satisfaction des autorités françaises, parle de "démantèlement" ou de "décapitation" de l'ARC. Mais il est évident que l'arrestation de certains de ceux qui s'opposent au colonialisme ne mettra pas fin à la lutte pour l'indépendance. Car cette lutte découle de la situation coloniale, des humiliations racistes, des discriminations qui font des Antillais des citoyens de seconde zone, du fait enfin que la politique de la Guadeloupe par exemple est décidée dans la métropole à 7 000 km de là, sans tenir compte des besoins locaux.

La lutte pour l'indépendance est une lutte légitime. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que la voie des nationalistes n'est pas celle qui permettra de se débarrasser de l'impérialisme. Leur lutte ne cherche pas à mettre fin à l'exploitation capitaliste et à l'oppression parce qu'elle ne vise pas à détruire le capitalisme.

Elle a tout simplement pour but de remplacer le pouvoir colonial par celui de la petite bourgeoisie autochtone. Pour les travailleurs et les petites gens, ce sera la dictature et la pauvreté, comme cela est le cas partout où les nationalistes sont arrivés au pouvoir.

Les travailleurs antillais ont donc tout intérêt à ne pas laisser la direction de la lutte pour l'indépendance aux nationalistes, s'ils veulent que les choses changent pour eux et l'ensemble des populations.

E R R A T U M

Dans le numéro du "Pouvoir aux Travailleurs" précédent, nous avons par erreur écrit la date de Juillet/Août. En réalité, il s'est agi du numéro de Juillet 1987. Nous nous excusons de cette erreur.

GOLFE PERSIQUE : L'IMPERIALISME MONTRE SES DENTS

Au courant du mois de juillet, la France a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran. Le gouvernement de Chirac accuse un diplomate iranien en poste à l'Ambassade, à Paris, d'avoir été en contact avec des terroristes qui avaient commis, en été dernier, des attentats à la bombe dans la capitale française. Le gouvernement français veut que ce dernier soit entendu devant un tribunal français.

Du coup, le gouvernement iranien accuse à son tour un diplomate français, à Téhéran, d'espionnage. Depuis, les deux Ambassades, à Paris comme à Téhéran, sont entourées par des forces armées.

L'impérialisme français et son allié l'impérialisme américain, pour montrer que c'est eux qui font la loi dans cette région et qu'ils sont prêts à y défendre leurs intérêts, ont décidé d'envoyer leurs bateaux de guerre dans le golfe arabo-persique, c'est-à-dire à quelques kilomètres de l'Iran.

Avec un tel déploiement de forces navale et aérienne, l'impérialisme américain et son sous-fifre l'impérialisme français veulent-ils simplement impressionner et intimider les dirigeants du régime iranien ? Ironent-ils jusqu'à provoquer les Iraniens et déclarer la guerre à l'Iran, ou s'agit-il d'une simple démonstration de force en guise d'avertissement aux dirigeants de ce pays? L'avenir nous le dira.

En tout cas, le geste de l'impérialisme américain et français montre bien que l'impérialisme veut rester le gendarme du monde et il est prêt à envoyer son arsenal de guerre d'un bout à l'autre de la planète.

En intervenant dans le golfe persique, l'impérialisme français par exemple cherche à protéger les intérêts des sociétés pétrolières françaises auxquelles l'Iran fournit une partie non négligeable de son pétrole dont le prix est relativement bas par rapport à celui du marché du mondial. Et c'est surtout cela qui compte aux yeux de ces sociétés pétrolières et de l'Etat français.

La dictature de Khomeiny sur la population iranienne, le caractère "rétrograde" du régime iranien dont parle hypocritement la bourgeoisie française ainsi que les otages français d'ailleurs sont le cadet des soucis des sociétés pétrolières françaises et de leurs représentants politiques. Seuls comptent leurs intérêts; et cela est également vrai pour les sociétés pétrolières américaines ou anglaises.

Pourtant, le régime de Khomeiny ne remet pas fondamentalement en cause les intérêts de l'impérialisme. Et ce n'est pas parce que les dirigeants iraniens crient au "grand satan" en parlant de l'impérialisme américain ou qu'ils brûlent le drapeau américain ou français que cela empêche les multinationales de tourner et d'amasser des fortunes, y compris en Iran.

Le régime de Khomeiny tire lui-même de la vente du pétrole des recettes nécessaires au fonctionnement de l'Etat. Ce qui gêne l'impérialisme par rapport au régime de Khomeiny, ce n'est pas du tout que celui-ci règne en opprimant de manière moyenâgeuse sa population, bien au contraire.

Car le régime du Shah qui régnait avant n'était pas moins moyenâgeux et barbare. En quoi le régime du Roi Fahd d'Arabie saoudite que soutient l'impérialisme est moins rétrograde que celui de Khomeiny ?

Ce qui gêne l'impérialisme, c'est la guerre que l'Iran entretient avec l'Irak et qui nuit dans une certaine mesure aux intérêts capitalistes. C'est aussi le fait que Khomeiny ose donner l'ordre de tirer sur des bateaux marchands. Et cela lui attire de la part de l'impérialisme une menace, pour le moment verbale, et qui peut demain dégénérer en une guerre.

*

*

*

A B O N N E M E N T

- France : pli ouvert 55 FF; pli fermé 65 FF. Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

- Etranger : même tarif mais

uniquement en "coupons-réponses" international.

A D R E S S E

Toute correspondance est à adresser à COMBAT-OUVRIER
B.P. 42 - 92114-CLICHY Cedex

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.